



Avant-propos

Le présent recueil rassemble deux séries de textes, dont il m'a semblé que, réunis aujourd'hui, ils pouvaient constituer un ensemble suffisamment cohérent pour former ce qu'il est convenu d'appeler un livre.

La première série est constituée par l'adaptation française des *Wellek Library Lectures* que, à l'invitation du Critical Theory Institute, alors dirigé par John Carlos Rowe, j'ai données en trois séances à l'Université de Californie à Irvine du 6 au 9 mai 1996. Ces conférences avaient été annoncées sous le titre un peu compliqué « *On Politics and History: The Issue of Extreme Violence and the Problem of Civility* », dont je ne retiens plus ici que le sous-titre, qui en indique le véritable contenu. La tradition des universités anglo-saxonnes veut que ces *public lectures* demandées à des enseignants ou à des chercheurs extérieurs à l'établissement (ce qui était mon cas à l'époque) soient aussi rapidement que possible publiées dans la forme d'un petit volume. Avant de livrer un texte dûment corrigé pour l'édition, je voulais prendre le temps d'une relecture de ce que j'avais écrit dans l'imminence de la parole, au prix de quelques raccourcis et de beaucoup d'imprécisions. Toutefois, je voulais rédiger une « conclusion » manquante dans l'exposé oral, caressant l'idée de lui donner la forme d'une *fourth undelivered lecture*, ou d'une conférence supplémentaire fictive, prolongeant par l'imagination le contact avec l'auditoire merveilleusement réceptif que j'avais rencontré. Ce projet a été indéfiniment différé (au grand souci des organisateurs), à l'évidence pour des raisons de contenu autant que de disponibilité. La



Violence et civilité

« conclusion » requise ne cessait de se dérober, alors que je la cherchais dans différentes directions plus ou moins éloignées de mes formulations initiales. C'est plus récemment que j'ai trouvé une autre façon de résoudre cette difficulté, à nouveau (et ce n'est certainement pas un hasard) grâce à l'intervention et à l'invitation de tiers : mes amis Alfredo Gomez-Muller et Raul Fornet Betancour, animateurs d'un programme de recherches sur l'éthique et l'anthropologie dans le cadre du Laboratoire de philosophie pratique et d'anthropologie philosophique de l'Institut catholique de Paris, qui me faisaient l'honneur de m'inviter à leur colloque sur « La question de l'humain entre l'éthique et l'anthropologie » en décembre 2003. Je décidai de « reprendre » (en fait pour la quatrième fois) le thème de l'extrême violence et d'essayer de le porter ailleurs et un peu plus loin, au moyen, notamment, de quelques confrontations avec des textes et des auteurs classiques ou contemporains (Spinoza, Max Weber, Simone Weil, Achille Mbembe, Alain Badiou, Zygmunt Bauman) que j'avais relus entretemps, ou dont les idées (comme dans le cas d'Hannah Arendt) formaient la référence commune du colloque. C'est le texte légèrement augmenté de cette contribution¹ que je donne ici en guise de conclusion aux conférences *Wellek*, elles-mêmes adaptées en français et légèrement corrigées, comme je le fais simultanément pour l'édition américaine². Je n'ai pas l'illusion de croire que j'ai ainsi résolu le problème que j'avais moi-même posé, mais plutôt le sentiment d'avoir mieux compris comment il faut essayer de le formuler, et pourquoi cette formulation doit, d'une certaine façon, constituer une tâche qu'il faut maintenir ouverte, et présenter comme telle à la discussion.

Dans la deuxième partie, qui figure ici le (long) détour nécessaire à ma « conclusion », je réunis quatre essais apparemment plus hétérogènes (bien que tous, selon des proportions diverses, combinent la discussion philologique avec les références à l'actua-

1. Publiée depuis dans Alfredo Gomez-Muller (dir.), *La Question de l'humain entre l'éthique et l'anthropologie*, Paris, L'Harmattan, 2004.

2. À paraître, dans l'ensemble du présent volume en traduction, chez Columbia University Press.



Avant-propos

lité, de part et d'autre du « 11 septembre »), mais faisant partie d'une même enquête. Alors que, dans les *Wellek Lectures* – en prenant pour point de départ la divergence des conceptions hobbesienne et hégélienne du rapport entre l'État et la violence – je cherchais à comprendre ce qui fait que certaines modalités récurrentes de l'extrême violence demeurent « inconvertibles » en droit, institutions, formes de socialisation, et quelles réponses les philosophies politiques ont recherchées pour y faire face (« stratégies de civilité »), je me suis maintenant tourné vers la relation interne que la politique (et singulièrement la politique révolutionnaire, ou contre-révolutionnaire) entretient avec le modèle de la *guerre civile*. « Civilité » et « guerre civile », intriquées l'une dans l'autre, selon la modalité d'une *différance* plutôt que d'une dialectique, forment donc les deux pôles entre lesquels se distinguent les parties de ce livre.

La discussion des théorisations marxistes de la violence et du pouvoir (*Gewalt*) et de leur relation avec l'histoire dramatique du capitalisme, de l'impérialisme, des mouvements communistes et démocratiques au XIX^e et au XX^e siècles, occupe une position centrale dans cet ensemble consacré au nœud de l'*exception*, de la *guerre* et de la *révolution*. Elles ne peuvent plus, désormais, être comprises de façon isolée (si ce fut jamais le cas). Sur le fond d'une référence aussi précise que possible aux conditions historiques de leur élaboration et de leur transformation, il importe de les replacer dans une généalogie philosophique (où les noms de Hobbes, Hegel, Clausewitz sont privilégiés) et de les confronter à de grandes « antithèses » en recherchant les *points d'hérésie* les plus significatifs (la question de la souveraineté, celle du mouvement populaire et plus généralement de la subjectivité collective, l'effet en retour des « instruments » sur les « fins » politiques). On s'est particulièrement attaché ici à reconstituer – voire à imaginer – deux confrontations (nullement limitatives, mais privilégiées en raison de leurs résonances dans les débats contemporains) : celle de Lénine et de Gandhi autour des paradoxes de la politique de masse, celle de Marx (prolongé par Rosa Luxemburg) et de Schmitt autour des dimensions apocalyptiques de la « destruction » historique. Je conserve son titre allemand à l'entrée *Gewalt*.

du *Historisch-Kritisches Wörterbuch des Marxismus* en cours de publication en Allemagne (au prix d'une héroïque persévérance) sous la direction de Wolfgang Fritz Haug, dont je donne ici la version française originale, car il s'agit typiquement d'un « intraduisible », dont la dialectique interne constitue l'un des ressorts de mon argumentation¹. L'essai « Lénine et Gandhi : une rencontre manquée? » en constitue la continuation, développant la promesse, enveloppée dans un constat de carence, sur laquelle il se terminait². C'est Jacques Bidet, et avec lui le collectif de direction de la revue *Actuel Marx*, qui m'en a fourni l'occasion en me demandant de participer au congrès Marx International que, pour la quatrième fois, et avec un succès croissant qui en dit beaucoup sur les intérêts de nos contemporains, il organisait en octobre 2004 à l'université de Paris-X Nanterre, sur le thème « Guerre impériale, guerre sociale »³. Je saisiss cette occasion de le remercier, de même que je veux remercier Alessia Ricciardi et Michal Ginzburg, à qui je dois d'avoir été invité à présenter à Northwestern University en mai 2006 la conférence « *Politics as War, War as Politics* », dont je donne ici une adaptation élargie

1. Article « *Gewalt* », dans Wolfgang-Fritz Haug (dir.), *Historisch-Kritisches Wörterbuch des Marxismus*, vol. V, Hambourg, Argument Verlag, 2001, p. 693-696 et p. 1270-1308. Cet article m'avait été demandé parce que j'étais l'auteur de l'entrée « Pouvoir » dans le *Dictionnaire critique du marxisme* antérieurement publié en France sous la direction de Georges Labica et Gérard Bensussan (Paris, PUF, 1982), dont le *Historisch-Kritisches Wörterbuch* se veut l'extension et la refonte. Mes remerciements vont particulièrement à Thomas Weber, dont le soutien et les conseils ont permis à cette contribution d'aboutir *in extremis*.

2. « Il semble qu'un des grands "rendez-vous manqués" de l'histoire du marxisme ait été la confrontation entre la politique leniniste de la "dictature du prolétariat" et la politique de "non-violence" et de "désobéissance civique" théorisée et mise en œuvre par Gandhi en Inde – l'autre grande forme de pratique révolutionnaire du XX^e siècle... »

3. Le choix du thème « Lénine et Gandhi : une rencontre manquée? » pour ma contribution à la table ronde finale du congrès, placée sous la présidence de Domenico Jervolino, n'était pas peu influencé, je dois dire, par le fait qu'au cours de l'année précédente, une discussion sur les rapports du communisme et de la politique non violente s'était développée en Italie. On en trouvera une partie des éléments dans le volume *La politica della non-violenza. Per una nuova identità della sinistra alternativa*, introduction d'Alessandro Curzi et Rina Gagliardi, Rome, Liberazione, 2004.



Avant-propos

sous le titre « Guerre et politique : variations clausewitziennes ». Enfin je remercie Alain Badiou, Barbara Cassin et Thierry Marchaisse qui, pour le compte des Éditions du Seuil, m'ont demandé en 2002 de rédiger une préface pour la traduction française de l'ouvrage de Schmitt sur le *Léviathan* de Hobbes (long-temps différée pour des raisons de *political correctness*)¹.

À nouveau je crois pouvoir soutenir que la juxtaposition de ces essais de caractère et de dimension différents, non pas « boucle une question », mais en fait travailler les formulations, de façon à en manifester l'ouverture. Et je crois qu'elle leur permet ainsi d'entrer en résonance avec ce qui était l'objet de la première partie. Non seulement parce qu'il y a, on le constatera une fois de plus à la lecture des pages suivantes, de précises et profondes affinités entre la problématique hégélienne de la « conversion institutionnelle de la violence », qui constitue mon point de départ dans les *Wellek Lectures*, et celle du « rôle révolutionnaire de la *Gewalt* dans l'histoire » chez Marx et surtout chez Engels, qui ouvre ma relecture critique des textes marxistes dans l'article du *Historisch-Kritisches Wörterbuch*. Mais parce que les notions de « civilité majoritaire » et « minoritaire », dont j'avais fait les pôles stratégiques de mon premier examen, et l'aporie d'une « civilisation de la révolution » sans laquelle on ne saurait envisager de « civiliser l'État » passent d'une série à l'autre, et y sont problématisées de façon complémentaire.



Pour finir, j'ai décidé de procurer à ce recueil une ouverture qui en annonce et éclaire autant que possible les différentes lignes d'argumentation : il s'agit de la réédition de ma contribution au colloque de Cerisy « Le passage des frontières », organisé en 1992 sous la direction de Marie-Louise Mallet « autour du travail de Jacques Derrida », et publié en 1994 par Galilée². C'est alors, en effet, que, m'appuyant sur une phrase de Derrida et revenant,

1. « Le Hobbes de Schmitt, le Schmitt de Hobbes », préface à Carl Schmitt, *Le Léviathan dans la doctrine de l'État de Thomas Hobbes*, tr. fr. D. Trierweiler, postface de Wolfgang Palaver, Paris, Le Seuil, 2002.

2. « Violence et politique. Quelques questions », dans Marie-Louise Mallet (dir.), *Le Passage des frontières. Autour de l'œuvre de Jacques Derrida*, Paris, Galilée, 1994, p. 203-210.



Violence et civilité

déjà, sur quelques aspects du rapport de la théorie de Marx à la fonction historique de la violence-pouvoir (*Gewalt*), j'avais pour la première fois esquisonné l'idée d'une dualité ou polarité de formes de l'extrême violence, que j'avais appelées « ultra-objectives » et « ultra-subjectives », pour en montrer la différence et les possibilités de fusion. Cette étude est donc le germe de tout ce que j'ai développé ultérieurement sur les mêmes thèmes, et je ne vois guère de meilleure façon d'introduire mon travail que d'en documenter l'histoire¹. J'étais préoccupé à l'époque par la possibilité d'articuler ce que j'avais appelé les « trois concepts de la politique » dans la tradition critique (« émancipation », « transformation », « civilité »), non pas en les subsumant sous une définition unique, mais en problématisant leur articulation, dont je suggérais qu'elle relève toujours (comme aurait dit Althusser) de l'aléatoire d'une *conjoncture*, et par conséquent revêt une forme à chaque fois singulière². Déplaçant la perspective épistémologique, dans le présent recueil, j'ai cru pouvoir inscrire hypothétiquement ces variations (dont nous sommes nous-mêmes les supports et, dans une certaine mesure, les acteurs) dans le champ d'un schématisation, ou plutôt d'une « topique », où se rencontrent sans se confondre différentes modalités de la violence et différentes stratégies de la civilité. Le résultat en est paradoxal. D'un côté, je défends la thèse que la politique n'est jamais acquise, ni du fait de ses idéaux ni du fait de ses institutions, mais constamment exposée à la nécessité (qui est un défi, ou un pari) de se reconstruire à partir de ce qui la « détruit ». Elle est donc essentiellement déterminée (ou surdéterminée) par le glissement de la violence vers l'extrême violence, qui lui confère une dimension tragique (ainsi que l'avait parfaitement vu Max Weber). De l'autre, j'affirme que les modalités de l'extrême violence, dont il faut proposer

1. Pour être complet, il faut signaler aussi deux textes intermédiaires, et complémentaires, repris dans le recueil *La Crainte des masses. Politique et philosophie avant et après Marx*, Paris, Galilée, 1997 : « Trois concepts de la politique : Émancipation, transformation, civilité », et « Violence : idéalité et cruauté » (tous deux de 1996). Il y a naturellement des recoupements entre tous ces textes, mais pas trop de redites pures et simples, du moins je l'espère.

2. *Ibid.*, p. 52.



Avant-propos

une phénoménologie différentielle, demeurent absolument irréductibles à une simple causalité (bien qu'elles ne cessent de se superposer et de s'entretenir mutuellement, entrant au bout du compte dans une sorte d'économie généralisée de la destruction¹⁾) aussi bien qu'à un fondement anthropologique unitaire (bien qu'elles posent toutes la même question spéculative : celle de la présence constitutive de l'inhumain au cœur de l'humain, non pas tant comme nature que comme histoire, comme structure et comme expérience). C'est ce qui interdit à mes yeux de recourir à une problématique du *mal* (soit qu'on l'inscrive dans la transcendance, soit qu'on cherche à l'incarner dans des figures historiques, « systèmes » ou « sujets » maléfiques), et par conséquent du *bien*. Les délires de l'identité collective fondés sur « l'idéalisation de la haine », les processus exterministes (qui nous reviennent sous la forme du *nettoyage ethnique*), les pulsions de vengeance de l'État et de la loi elle-même ne se *confondent* pas avec les effets de désagrégation de la personnalité physique et morale engendrés par la précarité (ce retour du prolétariat, jusque dans les « centres » de l'économie-monde), ou avec l'élimination des « hommes jetables » (selon l'expression que j'emprunte à Bertrand Ogilvie), au point où la « consommation productive » de la force de travail humaine se renverse en « inutilité » de masse, qui a pris aujourd'hui le relais des méthodes de « l'accumulation primitive » naguère décrites par Marx et Rosa Luxemburg. Et pourtant, ils tendent à fusionner *conjoncturellement* aux limites de l'institution politique.

Une telle complexité n'est pas de nature à rassurer quant à la possibilité d'en « sortir », comme disait Hobbes : au contraire, elle suggère *qu'on n'en sortira pas*, au sens eschatologique de l'expression, qui n'a cessé de hanter le discours révolutionnaire, particulièrement dans sa version la plus radicale, communiste (dont toute la question est de savoir jusqu'à quel point il peut être dissocié d'une telle représentation de la « fin de l'histoire »). Mais elle n'implique aucunement, bien au contraire, que *rien ne change*, et *ne puisse changer*, au double sens d'une émancipation par rapport

1. É. Balibar, « Violence et mondialisation », *Nous, citoyens d'Europe ? Les frontières, l'État, le peuple*, Paris, La Découverte, 2001.



Violence et civilité

à diverses formes de domination et d'une transformation des structures du pouvoir ou de la division du travail (pour lesquels beaucoup de mouvements contemporains, critiques de l'état de choses existant, ont réactivé le nom de *citoyenneté*, dans son acception « insurrectionnelle »)¹. Au contraire, elle vise à nommer, à faire voir intellectuellement *la nécessité et le risque* intrinsèquement associés à l'action politique, hors desquels il n'y a que conformisme ou barbarie (et plus généralement l'un et l'autre), pour faire en sorte que l'effort individuel et collectif qui tend au changement (son *conatus* propre) ne conduise pas, une fois de plus, à la reproduction des mêmes catastrophes. Au lecteur de juger si cette tentative d'intelligibilité, conduite avec les moyens proprement philosophiques de l'hypothèse et du commentaire, peut servir un tel objectif.



1. Cf. É. Balibar, « La proposition de l'égaliberté » [1989], *La Proposition de l'égaliberté. Essais politiques 1989-2009*, Paris, PUF, 2010 (version abrégée : « Droits de l'homme et droits du citoyen », *Les Frontières de la démocratie*, Paris, La Découverte, 1992).